

À propos de Georges Benguigui, Fabrice Guilbaud,  
Guillaume Malochet, *Prisons sous tensions*, Nîmes,  
Champs social éditions, 2011 (Questions de société), 332  
p.

Claire de Galembert

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2013/1 Vol. 63 , PAGES III À III  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724633214

DOI 10.3917/rfsp.631.0093c

Date de mise en ligne : 20/02/2013

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2013-1-page-III?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

---

# CHRONIQUE

# BIBLIOGRAPHIQUE

---

## LECTURES

## CRITIQUES

---

---

### Clivages et partis : le legs vivant de Stein Rokkan<sup>1</sup>

L'analyse des partis politiques en termes de « clivages » développée par Stein Rokkan (1921-1979) est-elle encore utile aujourd'hui ? Une impression de désuétude serait concevable devant un cadre interprétatif conçu il y a près d'un demi-siècle, dont l'influence dans la recherche française a été mesurée et qui a été mobilisé surtout à des fins pédagogiques pour fonder théoriquement l'illustration du pluralisme idéologique et de la diversité de l'implantation des familles partisanes à travers l'Europe. Les deux

ouvrages objets de la présente lecture critique témoignent pourtant d'une tendance de fond qui dément pareil jugement. Ils s'inscrivent, par ailleurs, dans le sillage d'indicateurs nombreux montrant que le schéma d'analyse du comparatiste norvégien n'a cessé de susciter l'intérêt : réédition des textes canoniques originaux en anglais<sup>2</sup>, traduction française du « manifeste » sur l'approche en termes de clivages<sup>3</sup>, numéros spéciaux de revues s'en inspirant tant en français<sup>4</sup> qu'en anglais<sup>5</sup> et recherches revisitant ou utilisant les éléments légués par S. Rokkan<sup>6</sup> sont autant de signes clairs du caractère pour beaucoup toujours pertinent de sa démarche. On peut d'ailleurs s'étonner de l'impact limité des travaux rokkanien en France car le plaidoyer – à l'époque non consensuel – pour une approche de sociologie politique replaçant l'objet politique dans son contexte social, économique et culturel, et la croyance dans le caractère indispensable d'une démarche historique ne sont pas sans présenter des affinités objectives avec certains traits qui singularisent la science politique française vis-à-vis

1. À propos de Stefano Bartolini, *La mobilisation politique de la gauche européenne (1860-1980). Le clivage de classe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012 (UB Lire. Fondamentaux), 832 p., annexes, bibliographie, index (1<sup>re</sup> éd. anglaise : *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980. The Class Cleavage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000) ; Daniel-Louis Seiler, *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 (Science politique), 324 p.

2. Stein Rokkan, *State Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999, et *Citizens, Elections, Parties. Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Colchester, ECPR Press, 2009.

3. Seymour Martin Lipset, Stein Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2008.

4. « Les clivages en politiques », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005.

5. « The Structure of Political Competition in Western Europe », *West European Politics*, 33 (3), 2010.

6. Les applications (non exhaustives) sont variées : sociologie des mouvements sociaux (Mario Diani, « Simmel to Rokkan and Beyond. Toward a Network Theory of (New) Social Movements », *European Journal of Social Theory*, 3 (4), novembre 2000, p. 387-406), structuration de l'Union européenne (Stefano Bartolini, *Restructuring Europe. Centre Formation, System Building, and Political Structuring Between the Nation State and the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2005), étude de l'État providence (Maurizio Ferrera, *The Boundaries of Welfare. European Integration and the New Spatial Politics of Social Solidarity*, Oxford, Oxford University Press, 2005) ou encore extension de la grille de lecture à l'Europe centrale et orientale (Arne Kommisrud, *Historical Sociology and Eastern European Development. A Rokkanian Approach*, Lanham, Lexington Books, 2009).

des tendances lourdes de la recherche internationale anglophone.

Les deux ouvrages de Daniel-Louis Seiler et Stefano Bartolini sont suffisamment différents pour justifier un traitement distinct. Ils se caractérisent cependant par deux traits communs au moins : une filiation intellectuelle réactivant la théorie des clivages et une insistance marquée pour le respect des présupposés théoriques du vocabulaire rokkanien. Les deux auteurs s'émeuvent de la banalisation du terme « clivage » qui en vient à désigner toute ligne de divergence politique entre des groupes et individus là où, sous la plume de S. Rokkan, il s'agit d'une notion pivot qui, quoique peu explicitée, répond à certaines caractéristiques spécifiques. Le chapitre 5 de l'ouvrage de D.-L. Seiler (sûrement le temps le plus fort du livre) le rappelle fort utilement et en tire les conséquences par des appels lucides à s'interroger sur le fait de savoir si une mobilisation d'apparence nouvelle ne constitue pas la réactivation d'un clivage ancien ou l'activation d'un clivage jusqu'alors non exprimé dans un système de partis donné ; il invite de même à ne pas confondre l'éventuel dégel des clivages avec la transformation d'un système de partis. On retrouvera de manière plus poussée cet effort de compréhension de ce qu'est un clivage et de comment l'étudier dans le premier chapitre de celui de S. Bartolini.

Partant de cette filiation intellectuelle partagée, les deux opus se distinguent alors par leur nature. L'ouvrage de D.-L. Seiler constitue, pour l'essentiel, une collection d'écrits antérieurs (qui auraient mérité un travail éditorial plus rigoureux afin d'éviter au lecteur certaines redites). Entamé par une série de chapitres sur la notion de parti et sur le repérage de ses manifestations dans l'histoire occidentale (comme chez G. Sartori ou P. Avril<sup>1</sup>), plaidant pour un regard comparatif raisonné, le volume passe ensuite en revue (chapitres 6 à 10), à la von Beyme<sup>2</sup>, les grands traits des vicissitudes historiques de grandes familles partisanes européennes (libéraux, sociodémocrates, démocrates-chrétiens, conservateurs et régionalistes). Le traitement proposé par l'auteur vise avant tout à comprendre la logique intellectuelle de ces « familles spirituelles ». Ce choix pourra

frustrer puisqu'il ne dit rien des détails organisationnels des formations les incarnant, de leurs performances électorales, de leur enracinement institutionnel, du profil de leurs élites ou de leurs électorats. Il s'agit surtout de remettre en ordre des représentations savantes parfois confuses au moyen d'un exercice de rare érudition politique, historique et culturelle qui jongle avec une aisance enviable entre pays et époques. L'auteur entend ensuite relever le défi d'une mise à jour des thèses rokkaniennes. À cet égard, peut-être plus que le retour sur l'extrême droite au prisme des analyses de Lipset ou les considérations sur les europartis (chapitres 12 et 13), la réflexion sur l'analyse des partis écologistes en terme de clivages s'avère stimulante. Pour D.-L. Seiler, les écologistes ne doivent ainsi par être lus à la Inglehart comme l'indicateur d'un dégel des clivages et du surgissement d'une nouvelle dimension opposant matérialisme et postmatérialisme ; ils ne doivent pas davantage être rangés comme incarnant le clivage entre possédants et travailleurs malgré leur ancrage fréquent à gauche ; ils devraient être plutôt vus, en dépit leur assise sociologiquement urbaine, comme représentatifs du même clivage que celui qui donne vit aux partis agrariens. L'auteur le justifie par un dédoublement des dimensions fonctionnelles et territoriales du clivage et l'identification de la source de l'écologisme dans « la volonté de lutter contre les effets dévastateurs que l'appropriation marchande de la nature provoque sur la planète et de promouvoir un développement économique utilisant la nature en respectant ses équilibres au profit de l'individu humain » (p. 249). Cette contribution entend éclairer des précédents écologistes avant l'écologisme (chez des partis agrariens scandinaves, par exemple) et à s'efforcer de tirer au maximum les potentialités du cadre analytique rokkanien. Elle alimentera aussi le débat : dans quelle mesure une réactivation d'un clivage peut-elle prendre des formes quand même distantes de sa première manifestation (alors que des cycles de mobilisation séparés de quelques décennies autour d'autres clivages trahissent des continuités plus

1. Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2008 (1<sup>re</sup> éd. : 1976) ; Pierre Avril, *Essai sur les partis politiques*, Paris, Payot, 1986.

2. Klaus von Beyme, *Parteien in westlichen Demokratien*, Munich, Piper, 1982.

substantielles<sup>1</sup>) ? L'introduction – aux côtés de la dimension fonctionnelle originelle du clivage – d'une dimension territoriale s'incarnant dans la dichotomie entre marché et nature n'est-elle pas quelque peu forcée au regard des hypothèses initiales de S. Rokkan ? Conscient de cet aspect, D.-L. Seiler plaide pour une lecture souple du politiste norvégien invitant à dépasser la stricte exégèse pour faire place à l'inventivité. On retrouvera d'ailleurs pareille préoccupation dans la défense stimulante d'une possible extension du schéma d'analyse à l'Europe centrale et orientale en complétant le cadre initial par l'adjonction d'une troisième « Révolution » internationale (« l'expérience d'appartenance au camp soviétique et la destruction de ce dernier », p. 100).

Le livre de S. Bartolini, traduction française d'un important volume publié par Cambridge University Press une décennie auparavant, est d'une autre nature. Il s'agit d'un travail de recherche de quelque 800 pages ciblé sur l'un des quatre clivages fondamentaux (le clivage de classe) étudié de manière comparative dans treize pays européens sur plus d'un siècle (1860-1980). Deux lectures peuvent être envisagées sur cet ouvrage extrêmement dense à la richesse duquel les remarques lapidaires consignées dans l'espace ici à disposition ne sauraient rendre justice.

La première concerne, banalement, la substance de la démarche : « une approche historique du socialisme » cherchant « à reconstruire les étapes par lesquelles un conflit social se traduit et se structura en opposition politique, comment il développa ses diverses formes organisationnelles et idéologiques et comment il parvint [...] à mobiliser politiquement ses groupes de référence putatifs » (p. 15). Cet objectif est tout à fait heureux car les indications laissées par S. Rokkan sont de ce point de vue aussi frustrantes empiriquement : le comparatiste postule que les « révolutions » industrielle et nationale produisirent la genèse des quatre clivages fondamentaux dont les partis politiques sont les porteurs. Certes, son interprétation puise dans les acquis de l'histoire moderne et contemporaine et apparaît convaincante, mais elle n'est pas le point d'aboutissement d'un examen empirique inductif systématique. Elle se présente

plutôt comme un cadre appelant un raisonnement déductif qui pourra localement justifier des explorations empiriques encore à établir : c'est précisément ce défi que S. Bartolini relève. Le chercheur italien élabore alors un cadre d'autant plus sophistiqué (chapitre 1) que son étude comparative dans le temps et l'espace se veut multidimensionnelle afin « d'expliquer dans quelle mesure et pourquoi le clivage de classe est électoralement fort, socialement homogène, cohésif et dense du point de vue organisationnel, et modéré ou radical sur le plan idéologique, dans différentes expériences historiques » (p. 48). Il s'agit bien d'un travail d'une extrême ambition et minutieusement mené. L'état des forces en présence est reconstitué dans le chapitre 2 : il montre une gauche européenne dont l'impact électoral global croît rapidement jusqu'à la première guerre mondiale, plus lentement dans l'entre-deux-guerres et se stabilisant après 1945, marquée par des traditions idéologiques plus ou moins radicales selon les pays et les périodes et soumises à des scissions organisationnelles variables. Les chapitres successifs visent alors à analyser l'effet de facteurs structurels macrosociologiques, sur la base d'indicateurs quantitatifs et de considérations historiques, sur les différentes variables dépendantes. Ainsi, l'évaluation extrêmement serrée, comparative et diachronique, des effets des processus d'industrialisation et d'urbanisation comme condition de la mobilisation de la gauche ouvrière (chapitre 3) montre que ces facteurs « constituent à l'évidence le contexte global de la formation des bases sociales des classes ouvrières industrielles » mais ne peuvent « expliquer les différences entre pays, phases ou par périodes dans les niveaux de mobilisation politique de la gauche de classe » (p. 237). D'où la nécessité de prendre en compte ce qui se produit entre l'émergence du groupe social de référence et la mobilisation proprement politique – précisément l'une des lacunes partielles du cadre rokkannien originel. L'analyse s'ouvre aussi à des facteurs parfois peu valorisés : ainsi le chapitre 4 s'interroge sur l'impact de « l'hétérogénéité culturelle », c'est-à-dire aux effets du caractère plus ou moins abouti de la standardisation culturelle nationale. Pourquoi ? Parce que « cette homogénéité est un ingrédient

1. C'est ce que nous avons observé dans le cas du clivage territorial à une échelle plus modeste dans « Les "îles sœurs". Une sociologie historique comparative de la contestation nationalitaire en Corse et en Sardaigne », thèse pour le doctorat en science politique, Universités Lille 2/Sienne, 2005.

essentiel à la diffusion d'un appel national au conflit économique et fonctionnel translocal » (p. 242). La diversité religieuse, linguistique et des niveaux d'éducation s'avère pouvoir freiner la vigueur de la mobilisation et influe la dynamique temporelle de développement de la gauche. Le chapitre 5 s'attaque au contexte institutionnel et politique en se concentrant sur l'octroi du droit de vote et les rythmes de l'élargissement du suffrage.

Cette première série de trois facteurs est alors intégrée dans un premier « modèle général européen » permettant de comprendre les performances électorales des formations considérées. Le chapitre 6 marque alors un glissement vers l'étude des dimensions organisationnelles et de mobilisation des adhérents et sympathisants : poids des structures, densité de l'affiliation syndicale et rapport avec la mobilisation électorale apparaissent nécessaires à l'auteur pour affiner le modèle élaboré jusqu'alors autour de ce que l'on pourrait appeler le contexte de la mobilisation. Cela conduit l'auteur à dissocier, de manière stimulante pour des partis de « création extérieure », le lien entre organisation syndicale et partisane et succès de la mobilisation syndicale et électorale. Le chapitre 7 se penche sur les conditions d'intégration des partis de gauche dans leur paysage politique national respectif : attitude des élites politiques au pouvoir en terme de répression et de contraintes légales, degré de libéralisation du régime politique, degré d'équité des mécanismes de représentation politique, nature des obstacles de l'entrée des partis socialistes au gouvernement. Quant au chapitre 8, il insère la mobilisation de classe dans l'environnement politique et social structuré autour de lignes de divisions complémentaires façonnant les différents systèmes politiques (libéraux, catholiques, agrariens). Le chapitre 9 réserve un traitement spécifique à l'émergence des partis communistes avant que le chapitre 10 ne s'efforce de présenter un condensé de l'ensemble du raisonnement.

On le voit à l'ampleur des questions posées, à la masse de données collectées et au caractère extrêmement articulé des modèles discutés : une seconde lecture peut être faite en tenant en compte de l'avertissement de l'auteur qui précise que « les objectifs de cette étude concernent la méthodologie tout autant que les faits » (p. 16). On pourrait presque préconiser, notamment pour les étudiants en voie de spécialisation, une

lecture artificielle de l'ouvrage de S. Bartolini en invitant à ne se concentrer que sur *comment* la recherche est menée. Quatre traits au moins frapperont le lecteur. D'abord, la recherche d'une rigueur analytique optimale fuyant tout flou littéraire ou impressionniste : l'ouvrage est travaillé de la première à la dernière ligne par une tension scientifique palpable qui ne cède jamais à la facilité. Ensuite, le choix revendiqué de procéder à une analyse de type macrosociologique justifiée en amont par l'importance de saisir le global pour comprendre le local. Par ailleurs et corrélativement, l'auteur assume de manière explicite ce choix comparatif macrosociologique qui façonne sa collecte de données empiriques et qui vise à respecter scrupuleusement un cadre théorique solide et contraignant. Le regard porté sur cet effort pourra ne pas emporter l'adhésion des chercheurs plus à l'aise dans un positionnement moins positiviste. L'appréciation est surtout affaire de sensibilité épistémologique, ce qui renvoie à des conceptions de l'ontologie de la recherche en dernière ressort difficilement conciliables. Le revers majeur de ce type de démarche nous paraît résider dans la violence faite au travail empirique qui doit parfois se « plier » au cadre comparatif et qui repose largement sur les données agrégées (en appendice) qui imposent des simplifications. Il faudra se reporter à certaines des sources pour en contrôler de manière critique leur fiabilité afin de vérifier la solidité des fondations du majestueux édifice intellectuel patiemment établi. Enfin, l'intégration particulièrement intelligente du facteur temporel dans l'analyse explicative, s'efforçant régulièrement de tenir compte du rythme et du *timing* des processus observés, retiendra également l'attention.

Au total, si les ambitions macrosociologiques de Stein Rokkan n'ont guère trouvé d'écho dans une recherche française plus coutumière d'une échelle davantage resserrée, les deux volumes illustrent chacun à leur manière les potentialités finalement intactes de sa perspective : un legs intellectuel faisant la part belle à l'objet partisan, transcendant les barrières nationales et assumant les attraits de la profondeur historique au service d'une démarche de sciences sociales d'une très grande exigence.

**Christophe Roux -**  
Université Montpellier 1, CEPEL

## Mettre en perspective les relations politico-médiatiques : entre l'historicité des « régimes » et la variabilité des « systèmes »<sup>1</sup>

Les systèmes politiques nationaux sont confrontés, depuis deux décennies, à d'intenses mutations de l'environnement médiatique qui conditionne la publicité des luttes partisans et idéologiques. Dans *After Broadcast News*, les politistes américains Bruce Williams et Michael Delli Carpini se proposent d'analyser ces transformations, à travers une stimulante mise en perspective théorique et historique des bouleversements que connaissent aujourd'hui les relations entre politique et médias aux États-Unis. Partant du constat d'un effacement croissant des frontières entre information et divertissement, producteurs et consommateurs de contenus médiatiques, communication de masse et communication interpersonnelle, l'ouvrage appréhende ces évolutions comme la fin de l'âge des « nouvelles diffusées » (*Broadcast News*), autrement dit comme la mise en cause d'un système où la production des informations était dominée par une élite de journalistes professionnels qui ont su s'ériger en intermédiaires nécessaires entre la scène politique et les publics.

Plutôt que de déplorer la disparition d'un improbable âge d'or de l'information, M. Delli Carpini et B. Williams soulignent que ce « régime » des « nouvelles diffusées » ne répond à aucune nécessité historique et/ou démocratique. Pièce maîtresse d'une démonstration qui échappe au déterminisme technologique, le concept de « régime médiatique » est défini comme « un ensemble, historiquement spécifique et relativement stable, d'institutions, de normes, de mécanismes et d'acteurs qui façonnent les attentes et les pratiques des producteurs et des consommateurs de médias » (p. 16). Si les spécificités d'un régime médiatique résultent des luttes autour du rôle démocratique des médias, dans un contexte de métamorphoses économiques, culturelles et/ou politiques, ce régime détermine en retour les voies

à travers lesquelles les informations politiques circulent, façonnant de la sorte « l'environnement discursif » des processus politiques.

Les auteurs rappellent que l'histoire étasunienne est marquée par différentes séquences de disjonctions entre les régimes médiatiques existants et les pratiques des acteurs, ouvrant la possibilité d'un changement de régime. L'âge des « nouvelles diffusées » apparaît ainsi comme le produit d'arrangements institutionnels, formalisés en réponse aux évolutions médiatiques du début du 20<sup>e</sup> siècle (apparition des médias électroniques, concentration croissante des entreprises médiatiques, réduction du nombre de sources d'information, développement des pratiques modernes de propagande, etc.). Pour légitimer leur rôle social et échapper à l'emprise des entreprises commerciales qui les emploient, les élites journalistiques des années 1920 et 1930<sup>2</sup> vont naturaliser des distinctions conçues à la fin du 19<sup>e</sup> siècle (faits vs. valeurs, nouvelles vs. divertissement) et institutionnaliser des pratiques supposément « objectives » de recueil et d'écriture de l'actualité. Le régime médiatique qui émerge au milieu du 20<sup>e</sup> siècle et que les auteurs présentent dans le chapitre 2 prend appui sur la « responsabilité sociale » de journalistes chargés, en tant que défenseurs de l'intérêt public, de négocier, avec les élites politiques, l'accès à un espace public fortement centralisé.

Les chapitres 3 à 7 se focalisent ensuite sur les conditions et les modalités du déclin de ce régime médiatique au cours des années 1990 et 2000. Celui-ci est profondément bousculé par un ensemble de mutations techniques et industrielles (explosion du nombre de chaînes de télévision, développement d'Internet) qui multiplient les sources d'information, renforcent la concurrence entre médias, rendent possible de nouveaux usages (militants notamment) et brouillent la frontière entre producteurs et consommateurs de contenus médiatiques. Mais l'autorité des professionnels du journalisme voit également ses fondements idéologiques s'affaiblir sous l'effet de trois processus : fin de la Guerre froide, promotion du multiculturalisme et globalisation des

1. À propos de Bruce A. Williams, Michael X. Delli Carpini, *After Broadcast News. Media Regimes, Democracy, and the New Information Environment*, New York, Cambridge University Press, 2011, XII + 364 p., bibliographie, index ; Daniel C. Hallin, Paolo Mancini (eds), *Comparing Media Systems Beyond the Western World*, New York, Cambridge University Press, 2012, x + 346 p., bibliographie, index.

2. Les auteurs font notamment référence au rôle central de Walter Lippmann (voir *Le Public fantôme*, Paris, Démopolis, 2008 [1<sup>re</sup> éd. : 1927]).

industries culturelles ont contribué à éroder les obligations d'intérêt public auxquelles se soumettaient les entreprises médiatiques.

Si les contours du nouveau régime restent pour l'heure indéterminés, l'environnement informationnel actuel serait dominé par deux caractéristiques que les auteurs conceptualisent à partir de néologismes relativement obscurs, empruntés aux théoriciens de la postmodernité<sup>1</sup>. D'un côté, « l'hyperréalité » marquerait l'effacement de la distinction entre la réalité et ses représentations médiatiques (p. 118-120). De l'autre, la « multiaxialité » définirait une situation de fluidité et d'instabilité plus forte du pouvoir politique : la multiplication des points d'entrée dans l'espace médiatique aurait conduit à une diversification des acteurs qui participent aux luttes pour façonner l'environnement discursif (p. 147). Mais si les élites politiques et journalistiques traditionnelles ont perdu le monopole du contrôle de l'information politique, les structures du pouvoir n'ont pas été soudainement abolies par les nouveaux médias : tous les groupes ne disposent évidemment pas des mêmes opportunités pour influencer les débats publics.

Ce cadre théorique est soutenu par trois études de cas dont les auteurs n'explicitent malheureusement ni les critères de sélection ni les principes de constitution des corpus chargés de les étayer. L'affaire Clinton (chapitre 5) sert à analyser la transformation du rôle des scandales dans une vie publique où les gouvernants ne parviennent plus à maîtriser, comme autrefois, les flux informationnels. Les controverses autour du changement climatique (chapitre 6) invitent les auteurs à concevoir – par un prisme quelque peu médiacentré – l'environnement médiatique comme une variable explicative des modes de construction et de régulation des problèmes publics. La couverture médiatique du « 11 septembre 2001 » (chapitre 7) rappelle enfin que ce nouvel environnement médiatique n'empêche aucunement des circonstances d'hégémonie idéologique. Invitant les chercheurs à reproblématiser la question des effets politiques des médias, M. Delli Carpini et B. Williams montrent à quel point ce nouvel environnement médiatique,

irréversible, n'est *en soi* ni libérateur, ni oppressant. S'il est porteur de potentialités démocratiques nouvelles (transparence, pluralisme, participation populaire), celles-ci ne seront effectives qu'au terme de rapports de force qui façonneront les valeurs et les règles du régime médiatique à venir (chapitre 8). Il n'y a ainsi nulle fatalité : un même contexte technologique peut engendrer des configurations politico-médiatiques hétérogènes.

C'est une telle identification des divergences dans les chaînes d'interdépendances entre systèmes politiques et médiatiques que propose le passionnant ouvrage dirigé par Dan Hallin et Paolo Mancini, *Comparing Media Systems Beyond the Western World*. Si les travaux sociohistoriques invitent à dénaturer l'apparente nécessité des dispositifs de médiatisation du politique, les approches comparatives permettent d'inscrire les systèmes médiatiques dans les environnements sociaux et politiques qui conditionnent leurs structures et leurs évolutions. Ce livre collectif se présente à la fois comme un examen minutieux d'une dizaine de configurations politico-médiatiques nationales et comme une mise à l'épreuve du cadre théorique mobilisé par les deux auteurs pour confronter les systèmes médiatiques de dix-huit pays occidentaux<sup>2</sup>. Publié en 2004, mettant à jour la coexistence de trois modèles dans les relations entre médias et politiques<sup>3</sup>, ce précédent ouvrage a entraîné d'intenses (et d'injustes) débats quant à son éventuel ethnocentrisme. À travers ses douze contributions, *Comparing Media Systems Beyond the Western World* questionne avec acuité la comparabilité des systèmes médiatiques contemporains, à l'échelle planétaire.

L'ouvrage se structure autour de deux parties, la première regroupant sept études de cas (Israël, Pologne, Lituanie, Brésil, Afrique du Sud, Russie, Chine), la seconde se focalisant sur quatre enjeux méthodologiques que soulève l'approche comparative promue par D. Hallin et P. Mancini : la transnationalisation croissante des systèmes médiatiques remet-elle en cause l'identification de modèles nationaux ? La construction de types idéaux ne risque-t-elle pas de masquer les subtilités idiosyncratiques des systèmes médiatiques ?

1. Ils s'appuient en particulier sur les travaux de John Fiske (*Media Matters. Race and Gender in US Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996).

2. Daniel C. Hallin, Paolo Mancini, *Comparing Media Systems. Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

3. Le modèle « libéral » caractériserait principalement les systèmes médiatiques nord-américains, le « corporatisme démocratique » les systèmes scandinaves, le « pluralisme polarisé » les systèmes d'Europe du Sud.

La démocratisation de nombreux espaces politiques autorise-t-elle à « plaquer » un cadre conceptuel forgé pour étudier des systèmes médiatiques occidentaux, au risque de concevoir les dynamiques d'hybridation comme des « importations » de modèles ? La recherche ne doit-elle pas davantage analyser des *processus* sociohistoriques que des *systèmes* potentiellement figés ?

Ce livre ne repose donc pas sur l'empilement désordonné d'études de cas qui n'auraient en commun que de traiter des « rapports » (le terme choisi ici est volontairement flou) entre systèmes médiatiques et systèmes politiques. Pour autant, il ne prétend pas soumettre l'ensemble des cas à un canevas monolithique, fondé sur l'examen quantifié de variables décontextualisées. Situés entre ces deux possibles écueils, l'ouvrage a explicitement pour vocation de discuter les méthodes d'investigation, d'affiner le cadre d'analyse et d'identifier d'éventuels nouveaux modèles. Si les auteurs n'adhèrent pas tous à cette démarche de comparaison de *systèmes* appréhendés à une échelle *nationale*, tous partagent une même approche qualitative, attentive à la singularité des contextes sociopolitiques ainsi qu'aux legs de l'histoire. L'absence d'unanimité théorique (plusieurs contributeurs n'hésitent pas à critiquer certaines prémisses du livre de 2004) n'empêche pas l'ouvrage de disposer d'une cohérence d'autant plus robuste qu'une riche conclusion entend une discussion transversale des problématiques soulevées dans les différents chapitres. Chaque contributeur s'est ainsi efforcé de respecter le « contrat » défini par les coordinateurs : décrire son cas respectif à partir des quatre critères mobilisés initialement par D. Hallin et P. Mancini pour construire leur grille de comparaison (la structure des marchés médiatiques, le « professionnalisme » des informateurs, le parallélisme entre espaces politiques et médiatiques, le rôle de l'État). Or, si les modèles définis en 2004 semblent difficilement correspondre aux situations extra-occidentales (le « pluralisme polarisé » suscite cependant moins de réserves que les autres), les critères d'investigation retenus semblent avoir mieux résisté à l'épreuve du « voyage » vers d'autres terrains (p. 287).

On pourra cependant regretter que D. Hallin et P. Mancini ne prennent pas la peine de

redéfinir ce qu'ils entendent précisément par « système médiatique », laissant au lecteur le soin de saisir le champ d'application d'un tel concept. Ce flou sémantique est à peine amoindri par l'une des rares tentatives de clarification, les systèmes médiatiques étant supposés correspondre à la fois au type d'interventions du politique sur les médias et au type d'interventions des médias dans la vie politique (p. 303). Un autre (léger) motif d'insatisfaction réside dans l'approche « macro » délibérément retenue par l'ensemble des contributeurs pour étayer empiriquement l'analyse de leurs cas : les systèmes médiatiques sont objectivés à partir d'une histoire des régimes, des institutions (politiques) et des entreprises (médiatiques), qui laisse peu de place à l'examen des pratiques des acteurs, et notamment ces pratiques discursives que M. Delli Carpini et B. Williams ont placées au cœur de leur analyse.

La confrontation entre *After Broadcast News* et *Comparing Media Systems Beyond the Western World* invite à approfondir une discussion esquissée par D. Hallin et P. Mancini (p. 284) : l'éventuelle convergence des systèmes médiatiques au cours des années 2000, sous l'effet des changements sociotechniques précédemment évoqués et d'une transnationalisation croissante des productions médiatiques. Si les contributions réunies dans *Comparing Media Systems...* rappellent que ces innovations se greffent à des contextes singuliers, il reste qu'en offrant des opportunités similaires aux acteurs sociaux et en favorisant les échanges régionaux ou mondiaux, elles peuvent accélérer la circulation de standards (journalistiques ou entrepreneuriaux) et ainsi rendre d'autant plus légitimes la comparaison des systèmes médiatiques nationaux et de leurs trajectoires respectives.

Nicolas Kaciacf –

Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines,  
VIP-CERAPS

## Réformer la prison : un rocher de Sisyphe ?<sup>1</sup>

**L**a loi pénitentiaire 2009 aurait pu être un événement marquant de l'histoire de l'État de droit en France et marquer une rupture

1. À propos de Georges Benquiqui, Fabrice Guilbaud, Guillaume Malochet, *Prisons sous tensions*, Nîmes, Champs social éditions, 2011 (Questions de société), 332 p.

majeure dans l'histoire de la politique pénitentiaire. Il n'en a rien été. Ses ambitions se sont brisées sur le double écueil de l'argument sécuritaire et du populisme pénal (selon l'expression de Denis Salas) qu'illustrent l'inflation de la population pénale, l'allongement des peines et la valorisation de la défense sociale. Pour G. Benguigui, F. Guilbaud et G. Malochet, cette loi n'aura été au final qu'un « énième avatar de la réforme carcérale » (p. 10). Les trois coordinateurs de l'ouvrage voient en effet dans cet échec l'illustration emblématique de la thèse foucauldienne : la prison est à la fois en réforme permanente et irréfutable parce que, tout simplement, elle se fonde sur une aporie démocratique. La prison serait ainsi inexorablement vouée à osciller entre, d'un côté, les aspirations humanistes et démocratiques militant en faveur d'un ajustement à l'idéal de l'État de droit, de l'autre ses fondements foncièrement antidémocratiques dont attestent l'arbitraire et la violence apparemment indépassables du monde carcéral. Le propos de cet ouvrage collectif est cependant, par-delà les théories généralisantes, de donner à voir comment cette « stabilité paradoxale » (p. 16) se décline concrètement dans le fonctionnement ordinaire du monde pénitentiaire. Les dix chapitres qu'il rassemble sont adossés à de solides enquêtes empiriques révélatrices de l'essor et de la vitalité de la sociologie carcérale en France. À la manière de variations sur un thème, dont beaucoup sont des spécialistes reconnus, montrent comment tous les aspects de l'organisation pénitentiaire et de la vie en détention sont saisis par les contradictions naissant des missions inconciliables conférées à la prison. Le tout brosse un état des lieux riche et instructif mettant en relief les dynamiques sisyphiennes qui travaillent aujourd'hui l'institution pénitentiaire en France.

Une première partie « Réformer la prison : le butoir de la sécurité » entend démontrer l'impuissance des réformes à refonder l'institution pénitentiaire. Dans un premier chapitre, Gregory Salle opère une mise en perspective sociohistorique en revenant sur 1975, considérée comme un « pivot chronologique » (p. 21) dans les périodisations de l'histoire pénitentiaire. Si cette date fait date, c'est, nous dit-il, qu'elle est emblématique des équivoques de réformes qui portent en germe « l'enraiment des résolutions resocialisatrices par le principe sécuritaire » (p. 22). La refonte juridique qui s'opère à partir des années 1970, bien que fondée sur une

rhétorique d'humanisation de la condition carcérale et de revalorisation de la mission de resocialisation de la prison, tient plus du replâtrage consenti sous la pression des événements que d'un projet réformateur d'envergure. 1975 marque, en outre, le début de l'inflation de la population pénale révélatrice de la montée en puissance du paradigme sécuritaire. À ceux qui voudraient interpréter l'instauration des peines de substitution qui voient le jour dans ces années 1970 comme l'esquisse d'une nouvelle économie punitive, la réalité oppose un démenti cinglant : ces peines tiennent moins d'un substitut que d'une extension de la formule carcérale. Autant de constats qui conduisent l'auteur à une lecture désenchantée de tout mouvement réformateur, inexorablement captif d'une « dialectique perverse entre le progrès des normes de la dignité humaine favorisant l'amélioration des conditions de vie en prison et le perfectionnement de la gestion sécuritaire » (p. 52). G. Benguigui, dans le chapitre suivant, ancre sa réflexion dans la sociologie des organisations. Il s'agit pour lui de comprendre les ressorts des inclinations paranoïdes de l'administration pénitentiaire, paranoïa conduisant celle-ci à délaisser sa vocation resocialisatrice pour se concentrer sur ses missions sécuritaires. Empruntant aux outils de la psychologie, l'auteur décrit l'administration pénitentiaire comme enfermée dans un double délire de persécution et de grandeur ; le premier s'exprimant par des discours de suspicion permanents, le second par une autovalorisation incantatoire comme troisième force de sécurité. Absence de référentiel clair, analyse des trajectoires professionnelles des surveillants dont la plupart optent pour l'AP par défaut, accroissement des jonctions paradoxales expliquent ce que le désinvestissement d'une réflexion sur le « sens de la peine » doit à la crise d'identité professionnelle des personnels pénitentiaires. La question du travail en détention, analysée par P. Auvergnon dans le chapitre 3, apporte une démonstration éclatante des limites du volontarisme réformateur en monde pénitentiaire. Le travail n'a plus la fonction expiatoire qu'on a pu lui prêter jusqu'à la seconde guerre mondiale : il relève aujourd'hui du choix individuel et clairement associé aux visées réhabilitatrices de la peine. Reste que le caractère aléatoire de l'accès au travail et l'absence d'un véritable contrat de travail en monde carcéral, privant les personnes incarcérées des droits attachés à la qualité de travailleur,

condamnent l'activité professionnelle à l'arbitraire. L'absence de contrat de travail ne tient pourtant pas de l'impossibilité juridique ainsi que le montre P. Auvergnon en proposant des pistes de réflexion sur ce qu'il pourrait être. La manière dont la loi pénitentiaire « organise le non-droit du travail » (p. 91) témoigne donc bien d'un choix politique révélateur des équivoques de politiques pénitentiaires.

La seconde partie de l'ouvrage, « Violences en détention », conduit le lecteur au cœur d'une dimension quotidienne et ordinaire de la vie carcérale. Cette violence, qu'elle concerne le rapport entre surveillants et détenus ou les rapports entre détenus, consiste en l'une des dimensions les plus expressives de l'aporie du projet resocialisateur du projet pénitentiaire. Antoinette Chauvenet, dans le chapitre 4, s'inscrit en faux contre une vision selon laquelle les détenus seraient à l'origine de la violence au sein de l'institution carcérale, que celle-ci serait inhérente à une sous-culture carcérale ou encore à l'irréductible altérité des personnes détenues. Menant une critique serrée de la littérature sociologique de type culturaliste, son texte insiste sur la « violence légale » de la prison (p. 123) et la manière dont la violence dont elle est le théâtre est consubstantielle aux rapports qui se nouent au sein de l'organisation. C'est la prison elle-même qui, par les représentations des détenus qu'elle véhicule, produit l'altérité. C'est elle qui, en soumettant les personnes détenues à d'incessantes injonctions paradoxales, amplifie, voire suscite la désaffiliation sociale de populations pénales souvent déjà fragilisées. C'est elle qui, en leur refusant des espaces d'expression, de liberté et de contestation, dépossède les personnes de leur statut d'acteurs de leur destin carcéral. En creux de la violence carcérale apparaît l'« instance de désinstitutionnalisation » (p. 136) qu'est devenue, selon elle, la prison. Le chapitre de Corinne Rostaing nous fait passer d'une analyse organisationnelle à une analyse interactionniste qui pondère un peu l'analyse d'Antoinette Chauvenet pour expliquer pourquoi la « violence n'est que relative en prison » (p. 153). Dans cette perspective, la violence est resituée comme une modalité de relation sociale parmi d'autres. En portant au jour les relations croisées existant entre détenus et surveillants, l'auteure relativise le caractère structurant de l'antagonisme entre deux blocs qui se feraient inexorablement front. Non seulement les relations entre détenus et surveillants iraient

croissantes mais encore – de l'aveu de tous – s'amélioreraient. Au-delà de ce phénomène se dessinent des transformations de fond : la montée en puissance de l'individualisme et l'érosion des solidarités collectives au sein de la population pénale, la transformation des normes professionnelles des surveillants favorisant aujourd'hui le relationnel et la médiation. Cette évolution, quoique favorisant des rapprochements inédits entre gardés et gardiens, ne neutralise évidemment pas les phénomènes de violence. Mais elle peut provoquer des solidarités inattendues des détenus à l'égard des surveillants ou des demandes de protection assez inédites de la part des détenus à leur endroit. Reste que si elle accroît l'atomisation de la population pénale, le surgissement de la violence renforce toujours la cohésion des surveillants.

La troisième partie de l'ouvrage, « Les habits neufs du projet carcéral », se concentre sur deux des transformations majeures découlant du décloisonnement croissant que connaît le monde carcéral depuis une vingtaine d'années : la cogestion de la prison avec des partenaires privés, d'une part, le transfert de la prise en charge sanitaire des détenus du ministère de la Justice au ministère de la Santé, d'autre part. Ces évolutions, qui ont ouvert la prison à des intervenants extérieurs et semblaient porteuses d'une normalisation de la condition carcérale sont loin d'avoir neutralisé les tensions résultant des missions contradictoires de la prison. Comme le rappelle le chapitre de Fabrice Guilbaud, l'organisation du travail des détenus en ateliers compte parmi les principales fonctions déléguées au secteur privé depuis la réforme de 1987 marquant le retour du secteur privé dans la gestion des prisons françaises. La privatisation de cette tâche ne relativise cependant en rien les effets d'une logique sécuritaire qui entrave à tout bout de champ la logique productive. On peut se demander même si elle ne tend pas à les accentuer. Les enquêtes comparatives menées entre des prisons du parc public et des prisons du parc semi-privé par F. Guilbaud aboutissent en effet à la conclusion que le travail pénitentiaire se trouve plus favorisé en établissement public que semi-privé. Un démenti empirique est ainsi opposé à l'argument selon lequel la gestion privée améliorerait l'emploi des détenus et le fonctionnement des prisons, argument qui a prévalu dans la réforme de 1987. Le chapitre de Thomas Le Bianic et G. Malochet consacré aux soignants en prison

amène lui aussi à s'interroger sur le point de savoir si le processus d'ouverture du monde carcéral n'est accentué par les tensions en son sein. L'entrée de personnels soignants extérieurs à l'administration pénitentiaire remonte à la réforme de 1994 confiant les soins en prison au service public hospitalier. L'émancipation des soins en prison de la tutelle pénitentiaire a été portée par un élan réformateur visant au décloisonnement de la prison et au renforcement des droits des personnes incarcérées. Les professionnels ne s'en trouvent pas moins confrontés à « la tension constitutive » de l'exercice de la médecine en prison qui les confronte à un inextricable dilemme entre fonction de soin et fonction de contrôle et d'expertise au service de l'institution. Ce dilemme s'est accentué avec les législations de 1998 sur la prévention des infractions sexuelles et la loi de 2008 sur la rétention de sûreté, lesquelles accroissent cette fonction d'expertise et de contrôle. Les demandes croissantes d'évaluation des profils criminologiques ou du degré de dangerosité des personnes détenues induisent une confusion entre fonctions soignantes et d'expertise qui nuit à l'établissement de rapports de confiance avec les détenus, suscite un malaise professionnel grandissant, particulièrement chez les psychiatres, et complique la coopération avec les acteurs de la prison.

Les activités de formation, sportives et artistiques n'échappent pas, elles non plus, aux entraves sécuritaires. C'est ce que montre la dernière partie du livre « Droits et activités des détenus sous entraves ». Se penchant sur l'expérience des « détenus étudiants », Fanny Salane rend compte de ce qu'elle considère comme l'incompatibilité entre l'organisation sécuritaire et l'investissement dans les études. Contraintes organisationnelles (limitant la mobilité au sein même de l'établissement ou les liens avec l'extérieur) et matérielles (inaccessibilité aux supports pédagogiques, lenteur et complexité des démarches bureaucratiques imposées par l'institution) font sans cesse obstacle au bon déroulement des études en prison. Ces difficultés manifestent selon l'auteur l'ambivalence structurelle de l'administration qui, tout en valorisant en principe l'engagement individuel dans les études, en empêche le bon déroulement au nom de considérations de discipline et de sécurité. De sorte

que ce qui est instauré comme un droit se transforme en privilège soumis à la merci du bon vouloir de l'institution et de ses personnels qui en usent comme d'un instrument de pression, carotte ou bâton destinés à obtenir du détenu étudiant qu'il soit un « bon détenu » (p. 274). Seule note quelque peu optimiste dans l'ouvrage, le chapitre que Laurent Gras consacre aux carrières sportives en détention tranche avec les autres contributions. S'il pointe les contraintes que l'organisation pénitentiaire fait peser sur la pratique de ces activités, l'analyse longitudinale à laquelle il procède le conduit plutôt à mettre en évidence les opportunités qu'elles ouvrent au fil de la trajectoire carcérale. Le sport peut devenir une source de valorisation subjective et de transformation du regard d'autrui, et conduire au dépassement de l'identité prescrite et à la construction d'une image « pour soi ». Cette analyse axée sur les « carrières » sportives (au sens de Hughes) des détenus invite ainsi à dépasser une analyse du sport en prison sous le seul angle de ressources de légitimation et de pérennisation de la prison pour l'envisager au prisme de la manière dont le détenu, acteur de son destin carcéral, s'approprie cette activité pour donner du sens à la peine et développer une image positive de lui-même. Si, dans le chapitre final, Michaël Andrieu, musicologue, rejoint Laurent Gras pour souligner l'importance des activités socioculturelles dans la structuration subjective des reclus, les « clés de sol [pouvant] ouvrir bien des portes en prison » (p. 327), il reste que l'observation participante d'une activité musicale en détention témoigne, une fois encore, de la prégnance des règles sécuritaires, de la complexité de la mise en place d'une activité pérenne et de la précarité de ces activités pourtant si prisées des détenus.

Quels que soient les modes d'approche et les angles de vue, les dix chapitres se rejoignent donc pour souligner l'ampleur des tensions et incohérences traversant le monde carcéral français. Pour précieuse que soit cette plongée dans ce que Pierre Lascoumes et Philippe Artières<sup>1</sup> ont qualifié dans un livre « d'honteuse obscurité » de la prison, on peut néanmoins regretter deux choses : d'une part, que les auteurs des contributions ne fassent qu'exemplifier la problématique générale de l'ouvrage sans la discuter plus

1. Philippe Artières, Pierre Lascoumes (dir.), *Gouverner, enfermer. La prison, un modèle indépassable ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

avant ; d'autre part, l'absence d'une conclusion qui fait d'autant plus cruellement défaut que les contributions sont denses. Elle aurait pu, tout en mettant en regard les contributions, ouvrir sur un approfondissement du questionnement du livre, ne serait-ce que sur un mode hypothétique. La lecture des contributions amène en effet à s'interroger sur le postulat du livre selon lequel tout changerait en prison pour que rien ne change. L'histoire ne fait-elle que se répéter en bégayant ? Chapitre après chapitre, les changements affectant le monde carcéral se révèlent d'une ampleur inédite : ouverture du monde carcéral à des acteurs extérieurs, multiplication des intervenants en prison, transformation des conditions de vie en détention, sans parler de la percée et consolidation des droits des personnes détenues, qui aurait d'ailleurs mérité qu'on s'y arrête d'avantage. L'ampleur des changements est telle qu'une mise en perspective de longue durée eut été intéressante pour vérifier son caractère inédit. Mais c'est surtout les effets que produisent ces changements qui mériteraient une analyse plus poussée. Car, à travers les tensions qu'ils analysent, les auteurs donnent à voir un système travaillé par tant d'incohérences qu'il semble parfois au bord de la rupture. De sorte qu'il y a lieu de se demander si la « stabilité paradoxale » du monde carcéral annoncée en introduction n'est pas soumise à plus rude épreuve que jamais. Un symptôme de l'exacerbation sans précédent de la tension qui traverse nos démocraties libérales prises entre la magnification des droits d'un côté et le renforcement des logiques sécuritaires de l'autre ? Une raison peut-être d'espérer que le système est à bout de souffle et ne pourra faire l'économie d'une véritable réforme...

**Claire de Galember** –  
CNRS, ISP

## — Du capitalisme communiste en Chine (et vice-versa) ?<sup>1</sup>

Capitalisme et communisme sont-ils contradictoires, compatibles, complémentaires ou convergents ? La question de la relation entre économie de marché et régime communiste devient de plus en plus centrale dans l'étude des mutations du Parti communiste chinois. S'il est vrai que, depuis une dizaine d'année, le PCC a connu un regain d'intérêt, la grande question qui a préoccupé la littérature a été celle de la survie du régime communiste et d'une éventuelle transition démocratique. Avec des degrés de « pessimisme » variables, dans l'ensemble, Bruce Dickson, Roderick MacFarquhar et Minxin Pei<sup>2</sup> se sont interrogés sur la stabilité du régime. D'autres, doutant moins de ses capacités de survie, ont essayé d'en expliquer les causes. David Shambaugh a montré sa capacité à apprendre des échecs d'autres régimes communistes et à savoir adapter les politiques aux attentes du moment, en dépit d'une claire atrophie de l'organisation<sup>3</sup>. Andrew Nathan a mis en évidence la capacité du parti à réformer de façon progressive (élections au niveau local, ouverture internationale des élites, État de droit, ouverture des médias, etc.) rendant ainsi sa présence acceptable à la majorité de la population<sup>4</sup>. Andrew Walder a attribué le succès du PCC au maintien de sa structure organisationnelle, préservée malgré des réformes<sup>5</sup>. Joseph Fewsmith a souligné la capacité à contrôler les médias et l'opinion publique, tandis que Barry Naughton, Dali Yang et Zheng Yongnian ont retrouvé dans la gestion du personnel et de la nomenclature par le PCC les caractéristiques d'un « empereur organisationnel », enraciné dans l'héritage de la

1. À propos de Frank N. Pieke, *The Good Communist. Elite Training and State Building in Today's China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, x + 230 p., annexes, bibliographie, index ; Lance L. P. Gore, *The Chinese Communist Party and China's Capitalist Revolution. The Political Impact of Market*, Abington, Routledge, 2011 (Routledge Contemporary China Series. 61), xx + 180 p., bibliographie, index, tables.

2. Bruce Dickson, *Wealth into Power. The Communist Party's Embrace of China's Private Sector*. Cambridge, Cambridge University Press, 2008, et *Red Capitalists in China. The Party, Private Entrepreneurs, and Prospects for Political Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; Roderick MacFarquhar, *The Politics of China. The Eras of Mao and Deng*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; Minxin Pei, *China's Trapped Transition. The Limits of Developmental Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

3. David Shambaugh, *China's Communist Party. Atrophy and Adaptation*, Berkeley, University of California Press, 2008.

4. Andrew Nathan, *China's Transition*, New York, Columbia University Press, 1997.

5. Andrew G. Walder, Bobai Li, « Career Advancement as Party Patronage. Sponsored Mobility into the Chinese Administrative Elite », *American Journal of Sociology*, 106 (5), 2001, p. 1371-1408.

tradition impériale<sup>1</sup>. Plus que le contrôle et la répression, ce sont la flexibilité et le pragmatisme qui sont le plus souvent considérés comme les clefs de la stabilité du régime, et inscrits par des auteurs comme Richard McGregor<sup>2</sup>, Roderick MacFarquhar, Sebastian Heilmann et Elizabeth Perry<sup>3</sup> dans une tradition historique plus ancienne.

Peu d'auteurs se sont toutefois intéressés aux transformations du parti à une autre échelle que celle de l'État. Deux ouvrages récents méritent à cet égard une mention spéciale dans la mesure où leurs auteurs étudient les transformations politiques du parti par une approche presque anthropologique de l'État, au niveau de ses organisations de terrain. Chercheur à l'East Asia Institute de l'université nationale de Singapour, Lance L. P. Gore essaie de capturer les transformations du Parti à partir de l'étude des articulations au niveau local avec la société, à savoir les micro-organisations communistes au sein des traditionnelles unités de travail (*danwei*), dans la gouvernance des entreprises, sur les campus universitaires, dans les nouvelles communautés urbaines. Dans sa monographie sur la formation du « bon communiste chinois », Frank Pieke, professeur à l'Université de Leiden, observe à la loupe le système de reproduction de la culture des cadres dans l'une des écoles du parti pour comprendre l'impact du développement de l'économie capitaliste sur la façon dont le PCC exerce son pouvoir politique.

Si les deux auteurs utilisent des méthodologies de recherche très différentes et divergent dans leurs conclusions quant à la relation entre néosocialisme chinois et néolibéralisme, ils s'inscrivent tous les deux dans une approche neo-institutionnaliste et s'interrogent sur la compatibilité institutionnelle entre le marché et un parti dont l'organisation demeure malgré tout ancrée dans la tradition communiste. Faisant, comme beaucoup, l'hypothèse de l'incompatibilité entre marché et organisation communiste, L. L. P. Gore

se penche sur les 3,72 millions d'organisations de proximité qui ont permis historiquement au PCC de contrôler au quotidien chaque aspect de la vie économique et sociale des citoyens. Le pays a commencé son développement économique en 1980, mais a adopté formellement une économie de marché socialiste en 1992. Depuis ce temps-là, les deux systèmes, socialiste et néolibéral, coexistent. Le parti s'est retiré d'un certain nombre de secteurs de l'économie et a modifié l'exercice du contrôle sur l'État. Pourtant, le contrôle sur la vie économique et sociale demeure, y compris sur les entreprises et les ONG. Le nombre de nouveaux adhérents n'a cessé d'augmenter depuis 1978, avec un taux de croissance moyen de 2 %. Les 75 millions de membres enregistrés en 2008 représentent 5,72 % de la population totale. Une telle croissance est surtout le fait des générations qui ont rejoint le parti après 1978, pendant la période des réformes, et ce, malgré l'avènement d'une société plus pluraliste et une certaine désaffection des membres du parti et de la société tout entière pour l'idéologie communiste.

Il n'y a pas eu de changement politique au sens de l'introduction d'élections démocratiques à l'échelle nationale, de liberté d'expression et d'association, de multipartisme. Toutefois, le passage à l'économie de marché a transformé l'environnement institutionnel dans lequel évoluent les organisations du PCC au niveau local. Comme le témoignent le nombre de ces organisations et la multiplication des adhésions dans les trente dernières années, le parti garde une présence diffuse au niveau local tout en laissant les forces du marché intervenir. L'auteur fait l'hypothèse que ceci a nécessairement un impact sur le parti lui-même et essaye donc de tracer la direction des évolutions présentes et futures du PCC, sous l'influence de l'environnement socioéconomique. L. L. P. Gore fait le choix d'une approche empirique de terrain au niveau local, pour comprendre l'effet que la transformation économique a eu et continue d'avoir sur l'organisation du parti. La question pour lui n'est pas de savoir si le parti est

1. Joseph Fewsmith, *China since Tiananmen. The Politics of Transition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Barry Naughton, *The Chinese Economy. Transitions and Growth*, Cambridge, Massachusetts Institute of Technology Press, 2007 ; Dali L. Yang, *Remaking the Chinese Leviathan. Market Transition and the Politics of Governance in China*, Stanford, Stanford University Press, 2004 ; Zheng Yongnian, *The Chinese Communist Party as Organizational Emperor. Culture, Reproduction, and Transformation*, New York, Routledge, 2009.

2. Richard McGregor, *The Party. The Secret World of China's Communist Rulers*, New York, Harper & Collins, 2010.

3. Sebastian Heilmann, Elizabeth Perry, *Mao's Invisible Hand. The Political Foundations of Adaptive Governance in China*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.

destiné à disparaître ni comment il a réussi à se maintenir au pouvoir malgré l'ouverture, mais de choisir et d'observer un certain nombre de champs dans lesquels la planification a laissé place à un marché de type capitaliste, mais dans lesquels le parti a gardé une présence forte, pour comprendre comment cela transforme l'organisation interne de ce dernier. L'étude est basée sur l'exploitation de sources écrites et publiées en Chine entre 2004 et 2008. Cela inclut statistiques, articles de presse, contenu des sites *web* que le PCC consacre aux « affaires publiques ouvertes », rapports et études, publications académiques, notes de travail, directives, recommandations, circulaires, pour un total de 10 306 documents, majoritairement en chinois.

À travers l'analyse de ces textes, l'auteur révèle les mutations à l'œuvre dans le monde de l'entreprise, avec la disparition progressive de la traditionnelle unité de travail (*danwei*) qui a laissé la place à des relations de travail moins stables. Autrefois rattachés quasiment à vie à leur unité de travail, de plus en plus de chinois entrent aujourd'hui dans la catégorie des populations flottantes, c'est-à-dire mobiles, difficiles donc à contrôler par les dispositifs d'autrefois. Membres de la nouvelle classe moyenne, instruits et qualifiés, ces chinois flottants ne peuvent toutefois pas échapper au contrôle par le parti, qui doit désormais l'exercer différemment. La situation n'est pas plus simple dans les grandes entreprises, aussi bien privées que d'État, où le pouvoir du PCC se retrouve érodé par l'introduction de logiques de marché en remplacement de celles de parti. Si les nominations des dirigeants restent formellement entre les mains du parti, cela ne peut plus se faire en contradiction avec les règles de marché, qui requièrent avant tout des professionnels qualifiés et experts. Même si les dirigeants d'entreprises sont souvent membres du parti, leur nomination est avant tout due à leurs compétences managériales et à leur expertise plutôt qu'à leur loyauté politique. Le contrôle des ressources, et des ressources humaines en particulier, est désormais soumis aux règles de marché. Un très bon professionnel peut réussir sans adhérer au parti, mais l'inverse n'est plus vrai. Dans l'ancienne dispute entre « rouges » et « experts », la balance est aujourd'hui en faveur des experts, pour lesquels le PCC et le marché sont en compétition. Plus généralement, l'auteur met en exergue une série de situations

dans lesquelles la présence des organisations du parti ne semble pas offrir des avantages mais plutôt des coûts. Dans un contexte entrepreneurial qui exige l'application de règles et d'obligations contractuelles, les organisations du PCC, devenues des coquilles vides, ont un rôle qui n'est plus clair et qui pourrait être confié à d'autres institutions, plus efficaces et moins coûteuses, tels les syndicats.

Même en dehors du monde de l'entreprise, dans les quartiers urbains ou dans les villages ruraux, la pénétration des valeurs de l'économie libérale (échange égalitaire, relations contractuelles, liberté individuelle) a affecté les organisations du parti. Désormais membres et non-membres doivent se soumettre aux mêmes règles et la loyauté au PCC ne donne plus autant d'avantages qu'autrefois. Les organisations du PCC au niveau local sont donc atrophiées et ne servent plus à grand-chose. Elles recherchent un nouveau rôle dans les villages, les entreprises, les quartiers où elles devront savoir proposer aux citoyens de nouveaux services pour maintenir légitimité et pertinence. Sont victimes de cette même atrophie les organisations communistes sur le campus des universités. Ici aussi, les valeurs de l'économie de marché, diffusées par isomorphisme, redistribuent pouvoir et ressources, fragilisant ainsi les organisations de la jeunesse communiste. Le recrutement sur le campus demeure cependant stratégique pour le PCC qui a besoin d'attirer les membres de futures classes moyennes pendant leurs études. Grâce aux efforts du parti et de ses organisations, l'adhésion au PCC demeure très populaire parmi les étudiants qui, en 2008, représentaient moins de 1,6 % de la population mais jusqu'à 38 % des nouveaux membres du PCC. Une situation quelque peu paradoxale. Les étudiants adhèrent principalement pour faciliter leur recherche d'emploi, tout en étant conscients que, dans un contexte difficile et compétitif, la carte du parti n'est pas l'atout unique ni le principal. Les employeurs considèrent toujours que les étudiants communistes sont les meilleurs du fait de la politique sélective de recrutement du parti. L'expérience professionnelle, les stages, les réseaux, les publications, la recherche comptent en réalité de plus en plus et les étudiants y consacrent donc plus de temps qu'aux activités du PCC. Ceci provoque une certaine désaffection pour l'engagement politique sur le campus, comme le révèle le faible volume d'activités, le retard dans le paiement des

cotisations, ou l'impopularité croissante des cours sur la construction du socialisme. L. L. P. Gore parle de « dilution » de l'idéologie communiste, voire d'une « laïcisation ». Parce que le parti a du mal à recruter et est moins attrayant qu'autrefois, il doit réduire et diluer son contenu idéologique. Les membres et les non-membres se comportent ainsi de la même façon, les membres ne se distinguent pas des autres, ni académiquement ni par leur engagement, et la « nature avancée » du parti semble avoir disparu.

Quel que soit le type d'organisation de terrain, le marché semble en définitive induire des relations nouvelles entre le parti et ses membres, et la loyauté ne va plus de soi. L'importance croissante des compétences professionnelles et de l'expertise technique et technocratique, qui sont les composantes essentielles de la modernisation chinoise, ainsi que la diversification des canaux de distribution de richesse diminuent l'importance du PCC dans l'avancement de carrière des individus, pour qui l'appartenance au parti devient une identité parmi d'autres.

Émerge de la lecture de l'ouvrage de L. L. P. Gore un parti communiste chinois qui, dans un environnement de marché, est devenu un « paquet de contradictions ». Contraint par le marché, le parti se réinvente et est en transformation mais la direction n'est pas claire. Concluant par celles qu'il appelle les dix grandes transformations du parti<sup>1</sup>, l'auteur montre néanmoins qu'au niveau local, sous la pression des forces et des valeurs de marché, le PCC doit rechercher un nouveau rôle pour ses organisations qu'il souhaite maintenir, ne serait-ce que pour le rassurer sur sa capacité à ne pas perdre le pouvoir.

Cette incompatibilité profonde et de valeurs entre libre marché et régime communiste qui est postulée par L. L. P. Gore pour expliquer les transformations des organisations de parti à l'échelle locale n'est pas partagée par F. Pieke. *The Good Communist* choisit comme point d'entrée l'École du parti de la province du Yunnan et, par le biais

d'entretiens et d'un long séjour d'observation participante, restitue de façon ethnographique la transmission de la culture des élites administratives. Le choix d'étudier empiriquement une petite partie de l'ensemble du système de formation des cadres du parti permet de comprendre la façon dont se pose la question de la modernisation aujourd'hui en Chine et, par là, sa relation avec l'idéologie néolibérale. L'ouvrage est dense, ambitieux et très documenté. Son objet premier est d'examiner comment se forment, en période de réformes, les cadres du parti et comment, au cours des séjours de formation, se constitue leur identité communiste. Ce mot « cadre », encore aujourd'hui porteur de l'ambiguïté de la position du parti vis-à-vis de l'État et de la société, n'est pas un simple synonyme de bureaucrate, de chef, de *leader* ou de *manager*. C'est par ses cadres que le parti peut s'intégrer à la société en en faisant à la fois les agents et les objets de la transformation nécessaire à sa survie. Ce sont les fonctionnaires locaux dont Andrew Nathan dit qu'ils « portent sur leurs épaules l'impossible fardeau de la médiation entre État et société »<sup>2</sup>. En partant d'une enquête réalisée au Yunnan en 2005, F. Pieke aborde en réalité des questions plus vastes, telles que les relations entre parti et État, les grandes réformes de l'organisation bureaucratique depuis 1983, l'importance du système des cadres dans la stratégie de survie du PCC, le mouvement de professionnalisation et la création d'une fonction publique en 1993, l'histoire des écoles du parti et du système complexe de formation des cadres, l'apparition et le rôle de nouveaux acteurs sur le marché de la formation des cadres et de l'internationalisation, l'impact de l'émergence d'une élite administrative plus experte sur la relation entre parti et cadres individuels.

Le cœur de l'ouvrage n'est pas la formation en tant que telle. Si F. Pieke s'y intéresse, la raison n'est pas uniquement de saisir les transformations du parti par le biais de ses membres. Les programmes de formation des cadres étant l'un des moyens d'expression du contrôle du parti sur l'État, une telle approche anthropologique permet

1. Selon L. L. P. Gore, les dix grandes transformations sont : le passage d'un parti du prolétariat à un parti qui parle à toute la société, d'un parti antimarché à un parti qui encourage l'avènement du marché, d'un parti de l'économie planifiée à un parti qui a ses intérêts économiques dans le modèle capitaliste, de l'idéologie au pragmatisme, d'un parti de *leaders* charismatiques à un parti institutionnel, de l'internationale révolutionnaire au nationalisme, de l'enracinement local des unités de travail (*danwei*) aux sables mouvants des organisations de la société civile, de l'austérité au consumérisme, des masses aux élites, de la lutte des classes à la société harmonieuse.

2. Andrew J. Nathan, « Foreseeing the Unforeseeable », *Journal of Democracy*, 24 (1), janvier 2013, p. 20-25, dont p. 24.

d'appréhender la façon dont le parti exerce son contrôle et sa surveillance sur l'État et sur les gouvernés dans un contexte de réformes et d'économie de marché.

Ce qui intéresse particulièrement F. Pieke est le constat que les réformes de l'organisation bureaucratique intervenues depuis les années 1980 ne sont pas des signes de changement de « couleur ». Le PCC reste – pour lui comme pour L. L. P. Gore – fortement léniniste dans son organisation et maoïste, notamment dans le style des campagnes de rééducation idéologique qui visent à renforcer l'adhésion des cadres à l'idéologie socialiste. Le parti a choisi de suivre la voie de la modernisation, mot employé comme un raccourci pour viser toutes les causes des inégalités. Puisque les problèmes de la Chine sont dus à une insuffisante « qualité » des Chinois, le parti appelle donc à moderniser, afin de relever le niveau de tous. Les plus modernes, à savoir les plus civilisés, les plus instruits, les plus proches du centre, donnent l'exemple aux autres. Au cœur du système de formation il y a cette idée de modernisation de tous les cadres, y compris les plus éloignés du centre, les cadres locaux. L'effort massif dans la formation des cadres a donné à la Chine un vivier de cadres autrement plus qualifiés et compétents que la génération précédente. Forts de nouvelles compétences, ces cadres restent néanmoins loyaux et ne se comportent pas comme une bureaucratie neutre et impartiale, car le recrutement et l'évolution des carrières restent entre les mains du parti.

Le développement néosocialiste de la Chine, qui est encore un « *work in progress* », un chantier en travaux, contient des éléments contradictoires : la réaffirmation de la discipline organisationnelle léniniste, la création d'une bureaucratie moderne, la marchandisation néolibérale. Mais l'intuition de F. Pieke est que la contradiction est juste apparente : le socialisme et le développement économique néolibéral coïncident, ils ne sont pas simplement compatibles ou complémentaires. David Harvey avait déjà avancé que les principes néolibéraux soutenaient le maintien de l'État-Parti chinois<sup>1</sup>. La réussite du développement capitaliste a remplacé la transformation révolutionnaire parmi les missions du PCC, légitimant de fait le parti au pouvoir. Pieke va plus loin. Le PCC a généré des modèles de globalisation qui ont transformé de l'intérieur l'État-Parti, réalisant ainsi une synthèse

organisationnelle et idéologique des principes néolibéraux et socialistes. Au lieu de penser l'État-Parti comme un anachronisme ou un résidu d'une époque révolue qui est historiquement voué à la disparition, F. Pieke affirme que le pouvoir du PCC a été la raison de cette combinaison unique de développement économique et stabilité politique. C'est précisément le renforcement de la crédibilité organisationnelle (plus qu'idéologique) du *leadership* du PCC qui est la clef pour comprendre son succès.

Se présentant comme la seule institution capable de réaliser les objectifs qui sont importants pour le pays, le parti a appris de son passé révolutionnaire que le pouvoir est un processus d'apprentissage et qu'il faut sans cesse se renouveler, changer, réinventer. Même après 1989, il a su remettre en cause, créer du débat, évoluer. Du point de vue de réformes politiques, les quinze dernières années ont été remarquables en termes de propositions, expériences et réformes pour rendre l'administration plus responsable et introduire des éléments d'un État de droit, même si le chantier des élections libres et du multipartisme n'a pas encore été ouvert. Le parti doit sa survie à sa capacité à redéfinir continuellement sa mission de transformation de la Chine, créant ainsi un objectif évolutif, toujours à moyen-long terme. Le parti se considère comme un agent de transformation, seul capable de sortir la Chine de la pauvreté et des humiliations étrangères. Le PCC n'a pas seulement emprunté les techniques de gouvernement néolibérales pour les ajouter au socialisme, mais, avec le néosocialisme, il a entièrement incorporé le néolibéralisme dans sa propre recette pour la modernisation de la Chine et est devenu de plus en plus sûr de sa capacité à garder le pouvoir dans un contexte de développement d'économie capitaliste.

Ainsi renforcé et ayant retrouvé une forme de légitimation, le PCC a pu ces dernières années innover et introduire des formes de démocratie participative et des réformes juridiques sans pour autant se diriger vers la démocratie multipartite. Peut-être et paradoxalement, ce renforcement du parti autorisera plus de réformes politiques qui conduiront la Chine vers une dictature néosocialiste, plus pluraliste et plus consultative.

**Alessia Lefébure** –  
Columbia University

1. David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, New York, Oxford University Press, 2005.

## Sur les traces d'une sociologie émotionnelle des relations internationales<sup>1</sup>

Que peut nous apporter Sigmund Freud à l'étude des relations internationales ? La réponse apportée à cette question est souvent empreinte de scepticisme, mais Josepha Laroche nous démontre que le recours aux catégories psychanalytiques associées à certaines théories sociologiques peut être utile pour comprendre les dynamiques conflictuelles et coopératives en relations internationales. Elle s'interroge, à l'instar de Norbert Elias et George L. Mosse<sup>2</sup>, sur deux processus historiques auxquels ces auteurs ont attaché leur nom : celui de « civilisation » et celui de « brutalisation ». La première partie de l'ouvrage s'attache à capter « le refoulement de la pulsion de la mort » dans les relations internationales depuis l'époque de la Renaissance. Comme S. Freud, J. Laroche part du postulat selon lequel les émotions humaines sont relativement constantes et destructrices, mais que leurs expressions sont socialement situées : anomie (désir illimité) et pulsion de mort. Elle nous rappelle qu'à l'époque « pré-étatique » du Moyen Âge, les conflits, souvent d'origine « pulsionnelle », déployaient une force « quasi animale ».

En s'inspirant en partie de la thèse de S. Freud sur la domestication des pulsions par le « principe de réalité » exposée dans *Malaise dans la civilisation*<sup>3</sup>, J. Laroche considère que l'emprise grandissante de l'instance étatique sur le processus civilisationnel conduit à des modifications majeures. La guerre devient progressivement une prérogative étatique et est soumise à des règles de plus en plus précises. À l'époque de la Renaissance, du 15<sup>e</sup> au 17<sup>e</sup> siècle, on mit progressivement fin à la pratique des duels privés, comme à l'époque de Richelieu. De même, la réflexion

doctrinale sur la « guerre juste » s'approfondit, notamment avec Grotius et son « *De jure belli ac pacis* » de 1625. La guerre est plus une violence sauvage mais au contraire au service du droit « pour rétablir la souveraineté d'un État agressé ». L'existence d'un État monopolisateur de la violence conduit à une modification de la légitimation de la violence. Celle-ci fait l'objet d'une codification grandissante. Les ruptures dans ce processus civilisationnel sont toutefois nombreuses, comme l'illustrent les guerres balkaniques (1912-1913) et les deux guerres mondiales. Les « attentes normatives » se transforment sans doute plus rapidement que les pratiques. Au moins, les violences « extrêmes » ne sont plus considérées comme « normales ».

J. Laroche nous renvoie aussi à la transformation des rapports entre États. Les traités de Westphalie de 1648 fixent juridiquement les rapports entre entités politiques qui se reconnaissent dans « l'altérité » (p. 43). Progressivement s'impose l'idée que la négociation, et pas forcément la force, peut aider à réaliser des objectifs. Ce mouvement canalise, selon l'auteure, les pulsions les plus destructrices. La crainte d'une destruction mutuelle amène les États à se reconnaître par « intérêt », et ultérieurement, cet intérêt est intériorisé de sorte que le principe de réalité l'emporte sur le principe de plaisir. Enfin, le processus de « civilisation » et sa répression pulsionnelle se révèlent aussi dans l'émergence d'une rhétorique uniformisante. « L'international sublimé » se traduit par l'émergence d'une « communauté imaginée » (B. Anderson) et trouve son expression doctrinale dans les écrits de l'abbé de Saint-Pierre, de Rousseau, de Kant et, plus tard, du président Wilson.

À l'instar de N. Elias et de S. Freud dans ses *Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort* (1915), J. Laroche insiste sur les

1. À propos de Josepha Laroche, *La brutalisation du monde. Du retrait des États à la décivilisation*, Montréal, Liber, 2012, 184 p., glossaire, index, bibliographie.

2. Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999. Voir aussi Guillaume Devin, « Norbert Elias et l'analyse des relations internationales », *Revue française de science politique*, 45 (2), avril 1995, p. 305-327 ; Philippe Braud, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Jonathan Fletcher, *Violence and Civilization. An Introduction to the Work of Norbert Elias*, Cambridge, Polity Press, 1997 ; Steven Loyal, Stephen Quilley (eds), *The Sociology of Norbert Elias*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. Sur Freud et l'analyse des relations internationales, voir : William Bloom, *Personal Identity, National Identity and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 ; Vamik D. Volkan, « The Tree Model. A Comprehensive Psychopolitical Approach to Unofficial Diplomacy and the Reduction of Ethnic Tension », *Mind and Human Interaction*, 10, 1999, p. 141-206 ; Robert Schütt, *Political Realism. Freud and Human Nature in International Relations*, Basingstoke, Palgrave, 2010.

3. Sigmund Freud, *Anthropologie de la guerre*, Paris, Fayard, 2010, p. 116.

modifications dans l'économie pulsionnelle provoquées par la monopolisation de la violence légitime<sup>1</sup>. Le principe de plaisir dans l'entreprise guerrière se trouve confisqué par une puissance publique contrôlant aussi l'esprit des « personnes ». Ce sont en grande partie les mécanismes internationaux et le « cadrage diplomatique » qui expliqueraient ce processus civilisationnel. Le terme même de diplomatie n'émerge cependant qu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Progressivement, les acteurs étatiques ont exproprié de nombreux intervenants privés – Église, pirates, etc. – dans leur prétention à mener une politique étrangère. Dans ce cadre, on assiste à l'émergence d'un corps de fonctionnaires compétents et spécialisés notamment dans la mise en place des techniques de négociation. La « professionnalisation d'un dialogue permanent » *via* les ambassadeurs émerge au 17<sup>e</sup> siècle. Elle incarne la puissance étatique mais aussi le tact. Certes, l'auteure admet qu'il existe encore bien des « guerres de religion » qui « ensanglantent l'Europe durant cette période », mais l'activité diplomatique continue malgré ces conflits. La raison d'État incarne ce refoulement des pulsions et des émotions.

Pour J. Laroche, suivant en cela les traces de N. Elias, « l'endiguement » des émotions constitue une source de paix. Elle propose la thèse stimulante d'une « formation d'un surmoi dans les relations internationales » (p. 69-86). Ce surmoi – chez S. Freud, le moment où l'enfant intériorise les interdits du parricide – « juge » négativement les excès pulsionnels et condamne aussi la « violence ». Cette thèse transpose aux relations internationales le postulat de N. Elias sur la pacification à l'intérieur des États *via* la domestication des énergies pulsionnelles. Selon nous, la perspective freudienne d'un surmoi complète « négativement » la thèse de la guerre *pour* la reconnaissance développée dans la littérature récemment<sup>2</sup>. Dans l'optique du présent livre, les acteurs s'engagent moins dans la violence pour préserver ou renforcer leur estime de soi que parce qu'une conscience morale affaiblie leur permet de prendre du « plaisir sensuel » et même sadique sans être négativement jugés. En

d'autres termes, il ne s'agit pas d'une guerre « pour la reconnaissance », mais d'une guerre facilitée par l'absence d'un surmoi pouvant « symboliquement » sanctionner les individus pour leurs excès. Pour S. Freud, « la civilisation » suppose donc la « conscience de la culpabilité » affaiblissant l'instinct d'agression en « le plaçant sous la surveillance d'une instance intérieure »<sup>3</sup>.

Le « surmoi international » n'a rien de mystique et représente une instance morale fondée sur l'intériorisation des normes. L'arsenal répressif pour imposer les normes internationales est considérable. De manière contre-intuitive, J. Laroche considère que l'ostracisme peut être susceptible de pacifier les relations internationales. Elle admet que ce travail de pacification est généralement accompli par les acteurs les plus puissants *via* « une pacification impériale » (p. 73). Ce type d'intervention peut, selon l'auteure, « réaffirmer les valeurs des acteurs les plus puissants en les imposant sur la scène internationale comme les seules normes qui vailent » (p. 74). Toutefois, tout dépend de l'exercice du « pouvoir symbolique ». L'auteure admet qu'une stigmatisation « excessive » par rapport aux normes existantes, comme celle de l'Allemagne après la première mondiale, peut être contre-productive. En revanche, elle juge la stigmatisation des « États hors la loi » – telle celle de la Syrie actuellement – comme un moyen « permettant d'internationaliser des normes qui étaient le cadrage diplomatique imposé par les acteurs les plus puissants » (p. 77). L'opération « Force alliée » contre la Serbie en 1999 et la résolution 1973 contre la Libye du colonel Kadhafi en 2011 sont interprétées par J. Laroche comme des actions au service de « l'ordre » et donc d'une pacification : les Nations unies ont agi dans ce dernier cas pour que « l'État contrevenant respecte à l'avenir ses obligations internationales » (p. 77).

La thèse de J. Laroche inspirée de N. Elias est stimulante, mais elle suscitera certainement des discussions car elle met, selon nous, un peu trop en avant les vertus de la « répression pulsionnelle ». Le « surmoi » – incorporant les valeurs morales d'un autrui significatif – n'est

1. S. Freud, *ibid.*

2. Voir Thomas Lindemann, *Causes of War. The Struggle for Recognition*, Colchester, ECPR Press, 2010 ; T. Lindemann, avec Erik Ringmar (eds), *International Politics of Recognition*, Boulder, Paradigm Publisher, 2012.

3. S. Freud, *Anthropologie de la guerre*, *op. cit.*, p. 180.

pas nécessairement pacificateur. L'identification à une force extérieure « violente » est bien imaginable<sup>1</sup>. Comme le notait Jacques Lacan, l'*imago* du père n'a pas seulement pour fonction la répression (le surmoi), mais aussi la sublimation, l'idéal du moi<sup>2</sup>. Ainsi, dans l'Allemagne nazie, l'image du père était fondée sur l'identification à des comportements agressifs et virils encourageant les agressions contre les plus faibles ; à l'inverse, le compromis était associé à la mollesse, à l'impuissance et à la féminité<sup>3</sup>. L'autorité seule n'est donc pas en mesure de conduire à une pacification, mais suppose un *hegemon* « bienveillant » régnant par la règle de droit<sup>4</sup>. En outre, S. Freud indique un cheminement alternatif vers la pacification *via* la mobilisation de « l'*eros* ». Il estime que le sentiment d'appartenance commune peut atténuer la violence<sup>5</sup>. J. Laroche avait elle-même signalé dans ses écrits antérieurs que les interdépendances complexes peuvent promouvoir des loyautés dans les relations internationales<sup>6</sup>. Enfin, la répression de l'économie pulsionnelle – et notamment de la sexualité – peut elle-même être source d'agressivité, comme le démontre l'idéologie de la « pureté raciale »<sup>7</sup>.

La deuxième grande thèse de J. Laroche postule que la régulation systémique des relations « interétatiques » s'affaiblit en raison de la mondialisation, de la montée en puissance des flux et des intervenants transnationaux, et conduit de ce fait à une « brutalisation ». Ce phénomène de la « brutalisation » (analysé par G. L. Mosse) est empiriquement difficile à cerner. Même les données les plus élémentaires, comme le nombre de personnes tuées dans une guerre, font l'objet de discussions passionnées. Selon la banque de

données du PRIO (Peace Research Institute Oslo), le nombre de « morts au combat dans des guerres civiles et interétatiques » a ainsi décliné de 1946 à 2008 d'environ 300 000 morts par an à moins de 100 000 par an depuis 1990<sup>8</sup>. Toutefois, les données du PRIO excluent des violences telles que des génocides comme celui au Rwanda en raison de l'absence d'une opposition armée « véritable » des victimes. Ces données excluent aussi les violences civiles totalement non étatiques, telles que les violences entre cartels mafieux en Colombie ces dernières années. En revanche, Ziad Obermeyer, de la Harvard Medical School, prend en compte de tels types de violence en se fondant sur le *World Health Survey* de l'OMS de 2003 calculant l'évolution du nombre de morts entre 1955 et 2002. Selon ses calculs, le nombre de victimes dans une guerre a même légèrement augmenté ces dernières années. Ainsi, de 1985 à 1994, le nombre de victimes dans une guerre s'est établi à environ 378 000 par an<sup>9</sup>. Les données disponibles n'invalident donc pas la thèse audacieuse de l'auteure, mais elles auraient méritées une discussion plus approfondie dans ce cadre.

J. Laroche interprète avec raison la violence non seulement comme activation des pulsions refoulées, mais aussi comme « anesthésiation » des émotions « empathiques ». S. Freud lui-même a toujours insisté sur les « deux espèces de pulsions » (*Thanatos et Eros*)<sup>10</sup>. De manière globale, il existe d'abord des mécanismes de valorisation de la violence. « Tuer et mourir pour la patrie » est souvent construit dans les forces armées comme une « mission sacrée ». Grâce à « la mystification d'un corps », une offense peut aussi être présentée et dramatisée comme une

1. Betty Glad, « Why Tyrants Go Too Far. Malignant Narcissism and Absolute Power », *Political Psychology*, 23 (1), 2002, p. 1-37.

2. Jacques Lacan, *Les complexes familiaux dans la formation de l'individu*, Paris, Navarin éditeur, 1984, p. 65-66.

3. Henry V. Dicks, « Personality Traits and Nationalist Socialist Ideology. A Wartime Study of German Prisoners of War », *Human Relations*, 3, 1950, p. 111-154. Voir aussi Peter Loewenberg, « Psychohistorical Perspectives on Modern German History », *The Journal of Modern History*, 47 (2), 1975, p. 229-279.

4. Voir à ce propos Dario Battistella, *Retour à l'état de guerre*, Paris, Armand Colin, 2006.

5. S. Freud, *Anthropologie de la guerre*, *op. cit.*, p. 261.

6. Josepha Laroche (dir.), *La loyauté dans les relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2010.

7. Voir Wilhelm Reich, *Massenpsychologie des Faschismus*, Cologne, Kiepenheuer et Witsch, 2003, chap. 3 ; Herbert Marcuse, *Eros et civilisation*, Paris, Minuit, 1963, chap. 11.

8. Bethany Lacina, Nils Peter Gleditsch, Bruce Russett, « The Declining Risk of Death in Battle », *International Studies Quarterly*, 50 (3), 2006, p. 673-680.

9. Ziad Obermeyer, Christopher J. L. Murray, Emmanuela Gakidou, « Fifty Years of Violent War Deaths from Vietnam to Bosnia : Analysis of Data from the World Health Survey Programme », *British Medical Journal*, 19, 2008, <<http://www.bmjcm/cgi/content/full/bmj/a137>>.

10. S. Freud, *Anthropologie de la guerre*, *op. cit.*, p. 262.

« profanation »<sup>1</sup>. Selon G. L. Mosse<sup>2</sup>, l'idée de la virilité comprise comme étalage ostentatoire du courage, de la force et du sang-froid facilite également les conflits armés. Cette idéologie offre une échappatoire à la quotidienneté « de gratifications pour conforter "l'estime de soi" en travaillant au service d'une noble cause : la défense de la patrie » (p. 91). Une des thèses associées à la virilité est l'idée qu'elle procure du « plaisir ». J. Laroche cite de manière abondante Ernst Jünger et son ouvrage *Orages d'acier* relatif à la guerre comme expérience intérieure, relatant son expérience « orgasmique à anéantir l'adversaire ».

La violence repose aussi sur une certaine neutralisation des émotions empathiques dans laquelle « l'horreur est durablement apprivoisée lorsqu'elle n'est pas purement et simplement occultée ». L'auteure relève que la mémoire collective doit donc être encadrée par les autorités de l'État pour que celles-ci puissent « construire un souvenir en partie déréalisé » (p. 96). Cette déréalisation constitue aussi une forme de non-reconnaissance au sens de M. Edelman : « on est réifié » comme fonction même pour quelque chose de très « supérieur », de divin<sup>3</sup>. Les passages que J. Laroche consacre à ces phénomènes sont lumineux. Elle démontre que la gestion de la mort devient une affaire de l'État qui se substitue aux familles dans la gestion du chagrin causé par la mort de proches. Les autels de la patrie se caractérisent par un alignement strict de tombes rigoureusement identiques. D'emblée s'observe une réification de soi au service de la communauté. Cette fétichisation se traduit aussi dans la répétition de la liturgie aux morts. La « maîtrise » du chagrin s'opère grâce aux routinisations et au cadrage des émotions. L'auteure établit une analogie entre le fameux jeu *fort* (parti) et *da* (là) du

petit garçon que nous expose S. Freud : dans ce jeu, l'enfant surmonte la disparition temporaire de sa mère en symbolisant la disparition-retour par le lancement d'une bobine attachée à l'extrémité d'une ficelle, qu'il fait disparaître puis tire à lui lorsqu'il veut la faire réapparaître. Les incessantes répétitions servent au cadrage d'émotions comme le chagrin.

Pour les violences contemporaines, J. Laroche insiste sur le problème de la mondialisation des violences non étatiques. Selon elle, le « refoulé » fait aujourd'hui son grand retour en raison de l'affaiblissement des dispositifs sociotechniques de l'État. L'affaiblissement de l'État produit une « réaffirmation d'un entre-soi communautaire » (p. 112). L'auteure renvoie à la fonction « unificatrice » des conflits fondés sur la haine de l'autre pour la consolidation communautaire. La démarcation à l'égard d'autrui permet la propre structuration en groupe. Ces communautés peuvent se créer sans véritable *leader*, comme au Rwanda en 1994. Elles se retrouvent alors « autour d'un projet collectif marqué du sceau de la destruction de l'autre ». Dans la grille interprétatrice de l'auteure, la violence se présente sous l'angle d'une « restructuration identitaire ».

Si l'hypothèse d'une « brutalisation » du monde contemporain mérite une validation empirique plus poussée, cet ouvrage audacieux ouvre une véritable brèche pour l'étude sociologique des émotions dans les relations internationales. Il a le grand mérite de proposer une « opérationnalisation » empirique des catégories freudiennes pour l'étude des conflits internationaux.

**Thomas Lindemann –**

Université d'Artois/Université Lille 2, CERAPS

1. Ernest H. Kantorowicz, « Pro Patria Mori », *Medieval Political Thought*, 56 (3), 1931 (trad. fr. : *Mourir pour la patrie et autres textes*, Paris, PUF, 1984).

2. G. L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme...*, *op. cit.*

3. Murray J. Edelman, *Politics As Symbolic Action. Mass Arousal and Quiescence*, New York, Markham, 1971, chap. 4. Voir aussi Axel Honneth, *La réification*, Paris, Gallimard, 2005.